



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Congo pour 2023

Document d'action ' Programme d'appui à la société civile au Congo et à sa contribution à l'égalité de genre pour un développement socio-économique inclusif '

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	<p>' Programme d'appui à la société civile au Congo et à sa contribution à l'égalité de genre pour un développement socio-économique inclusif '</p> <p>Numéro OPSYS: NDICI AFRICA/ ACT-61592</p> <p>Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)</p>
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	<p>L'action sera menée en République du Congo.</p> <p>Le Programme a pour ambition de se déployer dans l'ensemble des départements du pays.</p>
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021 – 2027 pour la République du Congo
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	<p>Domaine prioritaire 3 du PIP pour la République du Congo 2021-2027 : ' Démocratie, droits humains et gouvernance participative '</p> <ul style="list-style-type: none">• Objectif spécifique 2 ' Améliorer les capacités de la société civile à participer activement au développement socio-économique du pays '
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<p>Domaine prioritaire 3 ' Démocratie, droits humains et gouvernance participative '</p> <p>Alignement PND : Axe 1 (B. Gouvernance judiciaire) ; Secteur d'accompagnement 5 (Développement inclusif)</p> <p>Lien priorités UE : Priorité 4 - Gouvernance, Paix & Sécurité, Développement humain</p>

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : 5 ‘ Égalité entre les sexes ’ Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles : 16 ‘ Justice et paix ’, 10 ‘ Réduction des inégalités ’, 8 ‘ Travail décent et croissance économique ’, et 1 ‘ Pas de pauvreté ’.			
8 a) Code (s) CAD	Code CAD 151 (Gouvernement et société civile - général), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • 15150 Participation démocratique et société civile (30%) • 15160 Droits humains (20%) • 15180 Mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles (25%) • 15170 Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales (25%) 			
8 b) Principal canal de distribution @	Canal 1 : Institutions du secteur public – 10000 Canal 2 : Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile – 20000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits humains, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2023-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 5 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 5 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Modalité du projet Gestion directe par : Subventions et marchés publics			

1.2 Résumé de l'Action

La République du Congo connaît actuellement une situation politique stable. Les récentes élections (présidentielles en mars 2021, législatives et municipales en juillet 2022) ont confirmé la main mise du parti au pouvoir dans les différentes institutions nationales², dans un contexte de désintérêt des populations en raison du peu de crédibilité accordée au système électoral.

Les femmes sont sous-représentées dans les sphères de prise de décision alors qu'elles constituent 52% de la population congolaise et 52% des inscrits sur les listes électorales. L'Assemblée nationale ne compte que 22 femmes sur les 151 députés, soit 15%. Au niveau du Sénat, les femmes représentent 20% et dans le gouvernement actuel, 8 ministres sur 36 sont des femmes.

Le pays n'a que faiblement progressé dans les domaines de la santé et de l'éducation. La mortalité infantile demeure élevée, avec un taux de 33 décès pour 1 000 naissances vivantes. Le taux d'accès à l'électricité atteint 66% dans les zones urbaines et seulement 15% en milieu rural. Les taux d'accès à l'eau potable ne sont pas à la hauteur du potentiel hydrologique du pays : 74% de la population a accès à une source d'eau salubre, mais ce chiffre chute à 46 % dans les zones rurales.³

Dans un contexte marqué par une présence insuffisante de l'Etat en matière de provision des services sociaux de base, les organisations de la société civile sont visibles et actives sur toute l'étendue du territoire. Elles sont engagées dans

² 112 députés du Parti Congolais du Travail (parti au pouvoir) sur un total de 151 députés

³ Source : Banque mondiale, Octobre 2022

les prestations de service qui visent à accompagner les citoyens, y compris les communautés en situation de vulnérabilité (personnes vivants avec un handicap, enfants en situation de précarité, peuples autochtones...).

Au niveau du suivi des politiques publiques, on note quelques actions initiées par des organisations bien structurées et par des collectifs d'organisations non gouvernementales (ONG). Ces initiatives sont cependant peu nombreuses, et de façon globale, la société civile a très peu d'influence sur les politiques publiques.

Le niveau de structuration de ces organisations reste faible, notamment en ce qui concerne la gouvernance associative. Au-delà de l'engagement et de la volonté d'agir, la majorité des organisations de la société civile (OSC) ne dispose pas de compétences suffisantes en matière de conception / suivi / mise en œuvre des projets, maîtrise de l'outil informatique, rapport des actions menées, connaissance et utilisation des outils de planification, etc.

Face à cette situation, l'objectif général de la présente action est de faciliter la participation des organisations de la société civile représentant les droits et la voix des femmes, ainsi que celle des autres organisations de la société civile à tous les niveaux des sphères publiques et socio-économiques du pays à travers le renforcement structurel et opérationnel des acteurs non étatiques. L'accent sera mis sur la promotion et la valorisation des femmes et des jeunes, en incluant l'appui aux dynamiques de consolidation du leadership féminin.

Cet objectif global se décline en trois objectifs spécifiques. Il s'agit de: (i) Promouvoir et faciliter la représentativité et contribution au dialogue social, économique et politique des organisations gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes; (ii) Améliorer / renforcer les compétences des OSC en général, et des organisations de femmes et de jeunes en particulier, en matière de conception et de mise en œuvre des actions de développement socio-économiques, y compris une maîtrise technique approfondie des thématiques sectorielles de développement et des aptitudes accrues en mobilisation et gestion des ressources et (iii) Renforcer les capacités de participation des organisations féminines, et d'autres organisations de la société civile, au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique.

L'action, qui ambitionne de couvrir plusieurs départements du Congo, s'alignera sur les orientations stratégiques du Plan pays de mise en œuvre du Plan d'Action Genre (GAP III 2021-2025)⁴(le CLIP 2021), le plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'UE pour la période 2022-2027 ⁵ et la feuille de route pour la société civile. Globalement, elle répondra à la fois à la nécessité de mieux intégrer l'égalité de genre et la participation des femmes et des jeunes dans ses actions, de renforcer les capacités techniques et opérationnelles de la société civile, d'agir de manière plus structurée et inclusive, et de s'engager de manière constructive et sensible au genre dans les efforts de dialogue avec les pouvoirs publics.

La Délégation de l'Union européenne (DUE) en République du Congo finance, à travers les fonds du programme OSC et du programme Démocratie et Droits humains (DDH), des actions visant à promouvoir l'égalité des droits et la prise en charge de femmes et filles victimes de violence basée sur le genre. Ce sont, pour la plupart, des aspects de prise en charge et, d'une façon plus réduite, de renforcement des capacités de ces organisations qui travaillent pour l'égalité des genres et l'inclusion de la femme dans tous les aspects de la vie sociale, économique et politique.

Cette action devrait permettre ainsi une mise en avant des associations de femmes et de la société civile œuvrant en faveur de l'égalité de genre et renforcera de manière générale les organisations de la société civile dans les dialogues de politiques publiques et dans leur contribution au processus de développement social et économique.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La société civile congolaise est marquée par la pluralité de ses formes associatives et par leur grande concentration dans les deux centres urbains que sont Brazzaville et Pointe-Noire. Parmi les organisations dites de base, on trouve les associations d'usagers de services publics (comités de santé, de l'eau, d'assainissement), celles qui regroupent les ressortissants (originaires d'un même territoire) et les structures mutualistes.

A un autre niveau, il existe de nombreuses ONG édifiées sur des bases géographiques, sur des thématiques de développement sectorielles (santé, éducation, développement rural) ou pour la défense de la démocratie et des

⁴ Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) - Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. JOIN(2020) 17 final du 25.11.2020

⁵ Communication conjointe 'Youth Action Plan (YAP) in EU external action 2022 – 2027 - Promoting meaningful youth participation and empowerment in EU external action for sustainable development, equality and peace' JOIN(2022) 53 final du 4 octobre 2022

droits humains. Parmi ces OSC, on retrouve également des ONG dites confessionnelles. Leur niveau d'opérationnalité est très varié. Les collectifs, réseaux ou plateformes d'ONG et associations viennent compléter cette configuration de la société civile. Ils sont considérés comme des associations de deuxième niveau. Il n'existe pas encore de structure faitière ayant pour vocation de fédérer les plateformes et réseaux.

L'ensemble de ces mouvements sociaux évolue dans un climat marqué par une grande méfiance des pouvoirs publics et des collectivités locales à l'égard de la société civile. Dans cette configuration, les OSC congolaises jouent un rôle marginal dans la conduite des affaires publiques.

Plusieurs initiatives et partenariats concourent à la dynamique de structuration de la société civile en cours. Le Programme concerté pluriacteurs (PCPA), qui s'est constitué dès 2008 comme une plateforme d'appui au renforcement des capacités des OSC, a le mérite d'avoir permis aux organisations et réseaux le portage des divers projets dans le cadre des dynamiques locales et nationales. Dans ce cadre, des plateformes thématiques ont été initiées afin de renforcer les acteurs de la société civile congolaise et ouvrir des espaces de dialogue avec les pouvoirs publics congolais.

Un nombre important d'OSC congolaises sont encore confrontées aux défis de la logique de la vie associative (militantisme) et doivent progresser dans la structuration de leurs organisations (professionnalisation) et l'acquisition des savoirs (compétences). On note toutefois que quelques OSC et réseaux sortent du lot et participent à la résolution des problèmes communautaires, construisent leur légitimité auprès des populations, multiplient les opportunités d'interaction avec les autorités administratives et continuent l'apprentissage du travail en réseau.

En République du Congo, le cadre légal qui régit les Organisations de la société civile repose essentiellement sur la loi française du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et dont l'article 1er indique que ' l'association est la convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie quant à sa validité par les principes généraux de droit applicables aux contrats et obligations '.

Le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que ses démembrements – préfetures et sous-préfetures - procèdent à l'enregistrement des associations. En plus de la déclaration d'association, les OSC sont astreintes à l'obtention d'une attestation de reconnaissance auprès des ministères en charge de leur domaine d'intervention.

Une Loi sur les associations, adoptée par le Parlement et approuvée par le Sénat en août 2016, est réputée restrictive aux capacités d'action et liberté d'expression de la société civile. De nombreuses OSC la perçoivent comme la formalisation d'un cadre portant atteinte à la gouvernance démocratique.⁶

La République du Congo connaît régulièrement des difficultés économiques et financières liées à la variation des prix des hydrocarbures et accentuées par des contre-performances importantes dans la réalisation des politiques et programmes de développement. L'évaluation du dernier Plan national de Développement (PND 2018-2022) a conclu que les résultats obtenus ont été globalement faibles, en raison notamment de l'insuffisance des ressources financières et des défaillances dans le suivi stratégique et la mise en œuvre du plan. Cette situation, aggravée par la pandémie de la COVID 19, a des conséquences néfastes sur le plan social. Le taux de pauvreté est alarmant, atteignant plus de 43% selon le PNUD.

A l'image de l'ensemble des corps sociaux du Congo, les femmes et les jeunes sont peu nombreux et très souvent en retrait dans les actions portées par la société civile. Par conséquent, les initiatives portées par les organisations de femmes et les jeunes sont peu nombreuses dans l'espace public. A titre illustratif, la collecte des données en cours en vue de l'actualisation de la cartographie des OSC dans les villes de Brazzaville et Pointe Noire a permis de collecter des informations auprès de 47 organisations et réseaux et seulement 4 femmes assurent le leadership au sein des dites associations.

L'égalité de genre est encore loin d'être atteinte dans le pays. Le Congo se classant 155 sur 170 pays dans le classement ' Femmes, Paix et Sécurité ' en 2022⁷. Le processus d'intégration des questions liées au genre dans tous les secteurs de développement en vue de la promotion de l'égalité et de l'équité de genre en République du Congo n'est pas effectif. Les inégalités de genre, notamment dans les zones rurales, persistent, et l'accès des filles / femmes aux services sociaux de base, au foncier, au crédit, aux fonctions administratives et politiques, reste encore plus problématique.

⁶ Sous la pression de la communauté internationale, ladite loi n'a pas été promulguée jusqu'ici.

⁷ <https://giwps.georgetown.edu/country/congo/>

Au vu de l'ampleur du phénomène des violences fondées sur le genre, une stratégie nationale a été mise en place⁸. L'engagement fort du gouvernement congolais a par ailleurs été formalisé par l'entrée en vigueur de la loi Mouebara le 4 mai 2022⁹.

Eu égard à cette analyse, l'action a pour ambition de promouvoir et faciliter la participation des femmes à tous les niveaux des sphères publiques et socio-économiques du pays à travers le renforcement structurel et opérationnel des organisations de la société civile travaillant sur la promotion et valorisation des femmes et des jeunes, y inclus l'appui aux dynamiques de consolidation du leadership féminin. Dans cet agenda, il est question d'une part, de positionner les associations de femmes comme interlocutrices formelles des pouvoirs publics et du secteur privé, et d'autre part, de faire des préoccupations liées au statut des femmes, une priorité transversale de toutes les politiques publiques. Il s'agira également de doter les organisations de la société civile de compétences et de stratégies pertinentes pour qu'elles apportent une contribution significative dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques

D'un point de vue opérationnel, le renforcement des capacités des OSC en matière de suivi évaluation des politiques publiques sera la base de l'action. La maîtrise des politiques de développement économique, de leurs atouts, de leurs insuffisances, des écarts existants entre les engagements du gouvernement et les réalisations, ainsi que les analyses des effets desdites politiques sur les populations, garantira l'efficacité des interventions de la société civile.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes :

Une sous-représentation des femmes dans le milieu associatif, y compris dans leurs structures de direction.

La société civile congolaise est particulièrement marquée par une insuffisance des actrices actives dans le mouvement associatif. Les femmes leaders d'OSC ainsi que des femmes membres des équipes dirigeantes des associations sont peu nombreuses. Les organisations féminines, plus présentes dans les zones urbaines périphériques et les zones rurales, restent encore cantonnées dans les initiatives de solidarité communautaire à très petite échelle. Cette tradition de leadership masculin et d'organisation interne des OSC et plateformes sans prise en compte du potentiel et des capacités des femmes à assurer des fonctions et rôles stratégiques ampute la société d'un civil du dynamisme, de l'engagement et la participation des femmes.

Du fait de cette situation, les compétences et savoirs des femmes sont limités à la fois sur leurs capacités d'animation et de portage des actions socioéconomiques, mais également au niveau de la maîtrise des thématiques, concepts, processus techniques liés à l'épanouissement socioculturel et économique des femmes. Par conséquent, on note une insuffisance de l'engagement de la société civile congolaise sur les thématiques spécifiques liées à l'égalité de genre, à l'accès des filles et femmes aux droits civils, politiques, économiques et sociaux.

La question de la participation des femmes aux politiques publiques est un enjeu majeur voir un défi qui passera en premier lieu par la prise de conscience des femmes quant au rôle et à la contribution qu'elles doivent apporter dans les cercles de prises de décisions. En plus de cette prise de conscience, il sera important de renforcer de façon continue leurs aptitudes et compétences afin d'améliorer en nombre et qualité les leaders aptes à œuvrer pour la prise en compte effective des préoccupations des femmes dans les processus de mise en œuvre politiques publiques.

Une société civile composée en grande partie par des organisations peu outillées sur le plan technique et qui présente des insuffisances sur le plan organisationnel.

Si quelques organisations concentrées dans les deux principaux centres urbains (Brazzaville et Pointe-Noire) émergent, la majorité des OSC ne disposent pas de ressources humaines compétentes en matière de conception, gestion et mise en œuvre des projets. Malgré un volontarisme réel, ces OSC démontrent des limites dans la

⁸ La stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, assortie d'un plan d'activités 2021-2025 a été validée par le gouvernement et ses partenaires, notamment le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).

⁹ Loi Mouebara n° 19-2022 portant lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo. Il s'agit d'une loi contenant 77 articles qui a le mérite de définir un cadre légal qui permettra de lutter efficacement contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que des violences liées au veuvage et aux successions par des mesures de prévention, de protection, d'assistance, de prise en charge ainsi que les modalités de poursuites des auteurs de ces actes.

définition de leurs visions, de leurs objectifs stratégiques et opérationnels, et sont souvent réduits dans des exercices de sous-traitances et de prestations ponctuelles.

Au niveau organisationnel, la gouvernance associative doit être améliorée. Bien que toutes les associations disposent de statuts et règlements intérieurs, les différents organes prévus sont rarement fonctionnels lorsqu'ils existent. Les exercices de planification, d'évaluation interne, d'élaboration des stratégies d'intervention et de mobilisation structurée des ressources ne sont pas encore des pratiques courantes dans le milieu associatif.

Les associations de femmes et jeunes sont peu nombreuses et par conséquent peu visibles dans l'environnement des associations. Le leadership des femmes et des jeunes reste embryonnaire et nécessite des appuis afin de faire émerger une masse critique d'actrices et une nouvelle génération de militants capables de porter des initiatives citoyennes.

La société civile présente un faible niveau d'organisation en plateforme et réseau. La tradition du portage des actions isolées est forte et ne permet aux leaders de la société civile de mutualiser leurs efforts afin multiplier et faire perdurer les effets et impacts des projets. Les plateformes existantes sont confrontées à de nombreux défis liés aux batailles de leadership, à la définition insuffisante des initiatives à réaliser collectivement et tenant compte des atouts et potentiels des acteurs en présence.

Un cadre légal inadapté et qui limite l'expression et le déploiement des organisations de la société civile.

La loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association est le cadre réglementaire du mouvement associatif congolais. Ce cadre juridique ne garantit pas les droits des acteurs de la société civile et ne pose pas les bases de leur participation au développement, notamment en termes de protection des défenseurs des droits humains, d'accès à l'information publique et d'acteurs reconnus formellement comme co-constructeur des politiques publiques. Cette situation limite la démarche des OSC qui peine à s'affirmer comme partenaires des institutions publiques et privées dans les différents chantiers du développement socioéconomique.

Le projet d'actualisation de ce cadre réglementaire afin de le contextualiser et l'adapter aux évolutions des logiques inclusives de conception et mise en œuvre des programmes de développement a connu une tentative de réalisation. Les propositions de la société civile n'ont pas été prise en compte et les pouvoirs publics ont élaboré un projet de loi jugé liberticide avec comme ligne directrice la soumission et le contrôle des acteurs non étatiques. Bien qu'approuvé par les deux chambres du parlement, ce projet de loi n'a jamais été promulgué compte tenu d'une opposition franche des organisations internationales.

La question du cadre légal des OSC reste un chantier déterminant et fait partie des actions prioritaires dans les programmes de plusieurs plateformes de la société civile. Ledit cadre est nécessaire pour formaliser la structuration de la société civile, définir des lignes directrices transparentes et objectives de la collaboration entre les pouvoirs publics et les acteurs non étatiques, clarifier les questions liées à l'accès à l'information publique et au financement public. L'enjeu pour les OSC est d'arrêter une stratégie commune afin de relancer la concertation avec les pouvoirs publics et les partenaires au développement.

Un espace public restreint par les autorités publiques et une participation limitée des OSC dans la mise en œuvre des politiques de développement.

Les activités de la société civile au Congo sont ' tolérées ' par les pouvoirs publics. Elles sont davantage admises lorsque les OSC sont dans la prestation de services sociaux mais les restrictions, voir des interdictions sont régulières quand il est question des droits humains, de la gestion des ressources nationales, de la gestion des processus électoraux... Au vu de ce contexte, les associations et plateformes engagées sur les revendications liées à la démocratie, au respect des droits, la redevabilité des autorités publiques sont très peu nombreuses. La pratique de l'autocensure par les OSC est importante et ces dernières choisissent pour leur sécurité de ne pas s'engager sur des thématiques dites sensibles.

Les relations entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile sont caractérisées par la méfiance. De façon générale, la collaboration entre ces deux parties est minimale. Très peu d'opportunités de participation de la société civile à l'élaboration des politiques publiques sont offertes par l'administration. Il revient à la société civile de gagner du terrain en s'imposant comme une force de proposition constante et régulière sur les programmes de développement. L'enjeu pour la société civile est donc de construire une expertise dans l'analyse des politiques sectorielles, le suivi de la mise en œuvre des programmes nationaux et locaux du gouvernement. C'est dans cette

fenêtre d'opportunité qu'il sera utile de promouvoir le leadership des associations féminines et des mouvements de jeunes afin que les questions de genre soient suivies dans les différentes politiques mises en place.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Groupe cible

Le groupe cible est constitué des organisations de femmes et des autres organisations de la société civile en particulier, des défenseur(e)s des droits de femmes et droits humains, et des organisations de la société civile congolaise fondées sur les droits, qui sont la cible et le principal bénéficiaire directe de l'Action, même si les organisations de la société civile internationale restent des acteurs importants et peuvent bénéficier aussi des progrès attendus.

Les réseaux et les organisations de jeunes et de femmes qui font preuve de capacités techniques suffisantes seront prioritaires dans le choix des organisations à accompagner.

Les bénéficiaires finaux seront les communautés et la population en général, et notamment les citoyens en situation de vulnérabilité qui sont accompagnés par les organisations de la société civile.

Les acteurs étatiques et institutionnels

La République du Congo est une partie prenante en tant que régulateur et titulaire d'obligations envers la population, y compris à travers ses services déconcentrés et décentralisés. Il convient de noter que le gouvernement, dans sa volonté d'avoir une société civile sous contrôle, a mis en place en 2017 ' le Conseil Consultatif de la société civile et des ONG '. Il s'agit d'une institution nationale qui a pour vocation d'émettre des avis sur des questions liées à la participation des citoyens à la vie de la nation en vue de la promotion des droits et libertés des citoyens ainsi que des valeurs républicaines. Les membres sont nommés par décret présidentiel et les ressources proviennent du budget de l'Etat. Ce conseil apparaît comme un appendice du pouvoir politique qui met en place ' sa société civile '.

Cette situation accroît les défis de la société civile indépendante dans ses ambitions de collaboration avec les pouvoirs publics.

Les administrations concernées directement ou indirectement par l'action sont ceux ayant des compétences dans le domaine du partenariat, du suivi et du contrôle des acteurs de la société civile, principalement :

- Le ministère des Affaires sociales est l'interlocuteur principal des plaidoyers de la société civile en matière de protection sociale.
- Le ministère de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement, interlocuteur principal des plaidoyers de la société civile en faveur de la promotion de l'équité de genre. Ce ministère est co-responsable du suivi des indicateurs concernant l'intensification des actions de lutte contre les violences basées sur le genre, et du renforcement des programmes d'entrepreneuriat et d'autonomisation de femmes.
- Le ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local en tant qu'autorité en charge du cadre légal et de l'agrément des OSC.
- Le ministère de la jeunesse, de l'éducation civique et de l'emploi pourrait aussi faciliter les actions de sensibilisation civique des jeunes et de cohésion sociale.

Les partenaires techniques et financiers (PTF)

L'Équipe Europe et notamment la France qui est très active en matière d'appui aux OSC actives au Congo, sera autant que possible associée afin de renforcer les convergences déjà existantes dans le domaine de la société civile, le genre et la jeunesse.

Des actions complémentaires seront également envisagées avec d'autres partenaires intervenant dans l'appui à la société civile (les États-Unis, le Canada, la Banque mondiale, et les agences de Nations Unies dans le cas échéant).

Les bénéficiaires finaux

La population (titulaire de droits), et en particulier les femmes et les jeunes avec un focus important sur les catégories sociales défavorisées seront les bénéficiaires finaux de l'action. Il s'agira notamment de trouver des solutions aux problèmes spécifiques liés au vivre ensemble et au manque de participation, mais également d'insuffler le changement, notamment en matière de dialogue avec les pouvoirs publics, de cohésion sociale et de genre.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de promouvoir et faciliter la participation des femmes à tous les niveaux des sphères publiques et socio-économiques du pays à travers le renforcement structurel et opérationnel des organisations de la société civile travaillant sur la promotion et valorisation des femmes et des jeunes, y inclus l'appui aux dynamiques de consolidation du leadership féminin.

Les objectifs spécifiques (OS) (résultats) de cette action se déclinent comme suit :

OS1 : Promouvoir et faciliter la représentativité et contribution au dialogue social, économique et politique des organisations gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des droits des femmes.

OS2 : Améliorer / renforcer les compétences des organisations de femmes et de jeunes en particulier et d'OSC en général, et, en matière de conception et de mise en œuvre des actions de développement socioéconomique, y compris une maîtrise technique approfondie des thématiques sectorielles de développement et des aptitudes accrues en mobilisation et gestion des ressources.

OS3 : Renforcer les capacités de participation des organisations féminines et d'autres organisation de la société civile au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants :

1.1 Contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) :

OS1- Produit 1 : les OSC gérées par les femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des droits des femmes ont amélioré leur structuration organisationnelle ;

OS1- Produit 2 : les OSC gérées par les femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des droits des femmes ont renforcé leur représentativité dans les cadres de concertation ainsi que leurs capacités de contribution au dialogue social, économique et politique ;

2.1 Contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) :

OS2- Produit 1 : les organisations de femmes et de jeunes en particulier, ainsi que d'autres OSC mettent en œuvre les projets dans le respect des procédures de gestion;

OS2- Produit 2 : les organisations de femmes et de jeunes en particulier, ainsi que d'autres OSC sont aptes à concevoir des actions pertinentes et atteignent les résultats attendus de leurs projets respectifs ;

3.1 contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) :

OS3- Produit 1 : les organisations de femmes et de jeunes en particulier, ainsi que d'autres OSC disposent d'une stratégie de participation au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique.

3.2 Activités indicatives

Activités liées à l'objectif spécifique 1 – Produit 1 :

- Renforcement des capacités organisationnelles des OSC visant un meilleur fonctionnement interne et la coordination des organes et instances des associations des femmes (y compris des aptitudes en planification stratégique et opérationnelle des organisations, ainsi que les compétences en animation et sensibilisation communautaire) ;
- Appui aux actions de renforcement des capacités des femmes membres des associations en leadership. Il s'agit de développer des modules de formation qui consolident la confiance en soi, la prise d'initiative, l'écoute active, l'analyse objective des situations, des parties prenantes, des enjeux et des positions à prendre ou à défendre, la promotion du travail en équipe ;

Activités liées à l'objectif spécifique 1 – Produit 2 :

- Appui aux actions de renforcement des connaissances des OSC féminines sur les thématiques liées à la promotion et à la valorisation des droits des femmes (approche genre, approche basée sur les droits, participation inclusive à la prise de décision, dispositifs et dispositions nationaux et internationaux de protection et de promotion des droits humains des filles et femmes) ;
- Action de renforcement des capacités des associations de femmes en technique de plaidoyer, structuration des démarches de lobbying et développement des capacités de négociation et d'influences des politiques et stratégies pour une meilleure prise en compte des intérêts genre stratégiques des femmes, dans une approche transformative genre.

Activités liées à l'objectif spécifique 2 – Produit 1 :

- Action de renforcement des capacités des leaders d'OSC de femmes en conception de projet (la gestion du cycle de projet, la recherche de financements, la rédaction d'une proposition/lien avec cycle de projet, la gestion de base d'une association y compris gestion financière basique et ressources humaines, informations sur la mise en réseau) ;
- Formations sur la gestion de subventions obtenues auprès des partenaires au développement. Les contenus porteront sur : les conditions générales applicables aux contrats de subvention, les procédures de passation des marchés, le cadre logique, les outils de planification et suivi, la gestion du partenariat, la visibilité et communication, le reporting et la capitalisation.

Activités liées à l'objectif spécifique 2 – Produit 2 :

- Appui financier et technique aux actions des ONG nationales et internationales en lien avec la participation de la société civile et particulièrement des femmes à tous les niveaux des sphères publiques et socio-économiques du pays en vue de la promotion et la valorisation des droits des femmes et des jeunes, y inclus l'appui aux dynamiques de consolidation du leadership féminin. Les subventions permettront également de soutenir des initiatives des OSC nationales, en particulier les OSC des femmes, via les subventions en cascade, pour la mise en œuvre notamment des actions de proximité d'une durée moyenne de deux ans pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive dont la santé maternelle et infantile ainsi que la lutte contre les violences fondées sur le genre et l'autonomisation économique des femmes ;
- Appui au suivi des projets. Il s'agira d'examiner les avancées des projets, identifier et analyser les succès et les difficultés, définir les pratiques et attitudes à poursuivre et les changements et défis à relever en prenant en compte à la fois le contexte de mise en œuvre et le respect des procédures des partenaires.

Activités liées à l'objectif spécifique 3 – Produit 1 :

- Action de renforcement organisationnel et technique des plateformes d'OSC engagées dans le dialogue avec les pouvoirs publics sur les stratégies de développement économique et social avec un appui spécifique à la structuration des OSC et réseaux d'organisations féminines afin de renforcer leur capacité de plaidoyer / lobbying pour une meilleure prise en compte de leurs intérêts et besoins stratégiques dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques. Sur le plan organisationnel, l'appui favorisera une meilleure structuration fédérative des réseaux pour assurer la distinction entre les membres et la plateforme, ainsi que la mise en place des dispositifs et outils de gouvernance interne et redevabilité. Sur

le plan thématique, l'appui facilitera la maîtrise des domaines de spécialisation respectifs des acteurs concernés et sur le plan pédagogique, il sera question de doter les réseaux de compétences en matière de sensibilisation, communication, de dialogue avec les opérateurs du secteur privé et les autorités politiques, administratives et locales.

Activités liées à l'objectif spécifique 3 – Produit 2 :

- Appui aux actions de concertation des plateformes de la société civile visant l'analyse, l'évaluation, l'élaboration des propositions alternatives sur les politiques publiques. Le niveau de représentativité des femmes sera un point d'attention dans ces cadres de concertation intra société civile qui permettra aux acteurs non étatiques d'accorder leurs appréciations et formuler des contributions consensuelles aux décideurs publics.
- Appui aux activités de plaidoyer / lobbying des plateformes et réseaux de la société civile par la facilitation des groupes de travail avec les autorités publiques et les responsables du secteur privé, en vue de l'identification des intérêts communs et des actions collectives à mener en vue de contribuer au développement économique et social.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Les appuis institutionnels de l'action incluront de manière transversale les problématiques environnementales et climatiques. Les associations et représentations nationales travaillant sur les thématiques en lien avec les domaines prioritaires 1 (transition vers l'économie verte) et 2 (gestion durable des ressources naturelles) recevront une attention particulière. L'action veillera à ce que les porteurs de projets concernés délivrent des résultats satisfaisants au terme de la mise en œuvre en apportant des contributions significatives et concrètes.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet) : N/A

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet) : N/A

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE, cette action porte la mention G2. Cela implique qu'elle priorisera comme objectif principal l'égalité de genre.

Outre la présente action, l'UE entend continuer à jouer un rôle important en matière d'égalité au Congo, en intégrant la thématique genre de manière transversale dans tous les trois domaines prioritaires du PIP : (i) Gouvernance économique et transition vers une économie verte, diversifiée et digitalisée ; (ii) Gestion durable des ressources naturelles, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique ; (iii) Démocratie, droits humains et gouvernance participative.¹⁰ Toutes les actions réalisées s'aligneront sur cet engagement afin d'assurer la transversalité de la question du genre.

Droits humains

La promotion des droits humains est au centre des préoccupations des initiatives portées par les OSC. C'est pourquoi un renforcement des capacités permettant l'appropriation de l'approche basée sur les droits sera développé pendant les formations en conception des projets, afin de permettre aux OSC, aussi bien en tant que titulaires de droits que détenteurs de devoirs, de formuler des propositions d'action qui visent en finalité la promotion et le respect des droits humains.

¹⁰ Source : Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 Plan de mise en œuvre au niveau national — CLIP1 République du Congo

Invalidité/Handicap

Bien que ne ciblant pas spécifiquement les personnes avec des handicaps, elles seront identifiées parmi les titulaires de droits primaires et secondaires (femmes et jeunes) et parmi les ONGs/OSC en charge de leurs droits humains. Leur prise en compte et celle de leur participation et de leur accessibilité, devra guider la mise en œuvre de certaines activités étant donné le fort focus de l'action sur le travail avec la société civile, l'inclusion sociale et l'appui aux personnes vulnérables.

Démocratie

La bonne gouvernance et la démocratie constituent avec les droits humains un secteur essentiel dans le PIM 2021-2027 (domaine prioritaire 3 ' Démocratie, droits humains et gouvernance participative ', dans lequel l'action s'inscrit).

Les actions portées par les OSC concourent à la consolidation de la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance. Un des enjeux de l'action est de renforcer le dialogue entre les OSC, le secteur privé et l'Etat afin de développer cette culture de la participation et de la redevabilité qui est encore très embryonnaire.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Les OSC sont appelés à jouer un rôle important sur cette thématique du fait de leur proximité et leur connaissance des communautés. Ils sont à priori des alliés à prendre en compte pour prévenir les conflits et accompagner des processus de résilience des communautés, notamment dans un contexte de crise économique et social aigüe.

Réduction des risques de catastrophes

La nature du projet n'entre pas en interaction avec la thématique de la réduction des risques de catastrophes.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
4	Peu d'ouverture du Gouvernement au dialogue avec la société civile, notamment quant à la situation et amélioration de l'espace civique, du cadre légal des OSC et le respect des droits humains.	Moyenne	Moyen	Adopter une démarche inclusive et informer et d'associer l'ensemble des acteurs dans toutes les étapes du processus, notamment les agents publics. Mettre l'accent sur la complémentarité et les bénéfices mutuels de la collaboration entre les OSC et les pouvoirs publics.
1, 4, 5	Accès limité des OSC de femmes et défenseur(e)s de droits de femmes aux services d'attention, aux espaces de décision (y compris dans les OSC et réseaux), et aux autorités pour des réformes.	Moyenne	Moyen	Sélection de partenaires expérimentés et bien connectés avec une vision long-terme des actions et des réformes à envisager. Appui au travail de plaidoyer et actions sur le terrain avec le dialogue politique et de politiques en matière d'égalité de genre.
4	Arrestations et autres formes de violences des autorités administratives à l'égard des acteurs de la société civile	Faible	Moyen	Mettre en place un dispositif de protection des défenseurs des Droits humains.

1, 3	Problématiques à l'interne des OSC/réseaux (ex. compétition, tensions, centralisation et manque d'inclusivité), y compris reliées à l'accès de femmes à des positions de management	Moyenne	Moyen	Promouvoir des méthodologies qui mettent en avant une approche inclusive aux OSC/réseaux, axée sur la gouvernance interne et la redevabilité, y compris pour vaincre les résistances de certaines à intégrer les jeunes et femmes de manière plus inclusive, renouveler le leadership, etc.
3	Faibles capacités des OSC notamment en matière de gestion financière ce qui résulte en une insuffisante capacité d'absorption des fonds disponibles par les OSC et en une faible capacité humaine et technique.	Moyenne	Moyen	Mettre en place un dispositif d'accompagnement permanent et progressif des OSC en vue de renforcer leurs capacités tout en valorisant les expériences réussies. Faciliter l'émergence de groupements/consortia d'OSC expérimentées et non expérimentées pour la mise en œuvre des projets.

Enseignements tirés :

L'UE se veut un partenaire ' de proximité ' avec la société civile. Principal bailleur de fonds de la société civile au Congo avec la France (AFD/SCAC), son action est hautement appréciée et reconnue tant par les OSC - qu'elles soient nationales ou internationales - que par les partenaires techniques et financiers.

L'engagement de l'UE envers les OSC revêt différentes formes :

- L'appui direct à travers l'octroi de subventions ; pour ce qui concerne la DUE : principalement via les programmes thématiques OSC/AL, IEDDH, mais aussi la ligne budgétaire environnement, le Programme SUCRE, et des programmes régionaux tels qu'ECOFAC. A noter également des subventions de l'AFD à travers la Direction du Partenariat avec les ONG (DPO), et les ' contrats de désendettement et de développement ' (C2D), ou de l'Ambassade de France (SCAC) à travers le PISCCA : ' Programme de soutien aux Initiatives de la société civile et Coalitions d'Acteurs ' – alloué à l'Ambassade, et géré par le SCAC.
- Le PIN 2014-2020 UE-Congo comprend des actions en faveur de la SC, complémentaires au programme thématique OSC/AL, à travers l'implication des acteurs de la société civile congolaise dans les différents programmes financés sur le 11^e FED, et en particulier en matière de gouvernance économique et commerciale (implication de la SC dans le PRCCE II, dans la mise en œuvre de l'accord APV-FLEGT) et dans le secteur du développement local et de l'appui à la décentralisation (programme ' villes résilientes ' à Nkayi et Owando).
- Une assistance technique financée à travers les mesures d'accompagnement des programmes OSC/AL et IEDDH (UE) qui, depuis 2011, est en charge d'informer, sensibiliser les OSC sur les politiques de l'UE, et renforcer leurs capacités en termes de propositions et mise en œuvre de projets de développement.
- Des activités organisées par la DUE tout au long de l'année, visant à renforcer la visibilité des actions de la SC, à sensibiliser la population sur son rôle et à faciliter les échanges entre acteurs.
- Enfin, l'UE apporte un appui continu aux OSC bénéficiaires de subventions UE pour ce qui concerne la communication et visibilité de leurs projets.

En termes d'appui opérationnel, le rôle de l'UE peut être qualifiée comme crucial, puisqu'elle reste le principal bailleur de fonds de la société civile au Congo, particulièrement dans des situations de crise économique et financière récurrentes. Dans ce contexte, l'appui à la société civile congolaise en tant que prestataire de services reste d'ailleurs particulièrement pertinent, puisqu'il permet - au moins partiellement - de pallier aux déficiences de l'Etat pour ce qui concerne l'accès des populations aux services de base, tout en renforçant les capacités des OSC.

La société civile est néanmoins appelée également - et surtout - à appuyer en tant qu'acteur de la Gouvernance, en facilitant sa participation à l'élaboration et au suivi des politiques publiques. Dans ce sens, beaucoup d'efforts sont encore à fournir, en termes de structuration des OSC, de renforcement de leurs capacités techniques et de plaidoyer, mais aussi d'amélioration des relations OSC/pouvoirs publics (à tous les niveaux), afin de pouvoir arriver à un réel dialogue. Afin d'assurer une meilleure représentativité des OSC congolaises, les femmes et les jeunes devraient faire l'objet d'une attention particulière, et bénéficier d'actions spécifiques.

En termes de dialogue politique, l'UE a un rôle particulièrement important à jouer dans l'appui des revendications des OSC qu'elle juge légitimes, mais aussi dans la veille du respect des engagements congolais visant à renforcer le rôle

de la SC dans le suivi des politiques publiques (cadres de concertation) ; elle devra veiller à la sécurité des OSC (protection des défenseur-e-s des droits humains en particulier), et appuyer la reconnaissance de leur légitimité par les autorités publiques.

Les instruments dont disposent les bailleurs présents au Congo afin d'appuyer la SC sont divers et variés ; les budgets disponibles vont de très petits montants à des allocations beaucoup plus conséquentes (par exemple, via les fonds FED et NDICI). La stratégie globale de l'UE, impliquant le plus d'acteurs possibles au Congo, devrait viser à faire monter en puissance les petits acteurs locaux, proches des communautés de base (y compris dans des régions périphériques), afin de parvenir à une société civile organisée, structurée, et représentative des populations tous les hommes et femmes, habilitée à jouer non seulement son rôle d'acteur d'un développement inclusif et durable, mais aussi, et surtout, d'acteur de la gouvernance. Un des enjeux actuels de l'UE est l'extension de sa couverture géographique dans ses actions d'appui à la société civile.

3.5 Logique d'intervention

La présente action ambitionne de contribuer au développement inclusif du pays en facilitant la participation citoyenne au Congo. Il s'agit de promouvoir et faciliter la participation des femmes à tous les niveaux des sphères publiques et socio-économiques du pays à travers le renforcement structurel et opérationnel des organisations de la société civile travaillant sur la promotion et valorisation des femmes et des jeunes, y inclus l'appui aux dynamiques de consolidation du leadership féminin. L'action appuiera spécialement la voix des femmes et des organisations de la société civile basées au-delà de Brazzaville et Pointe-Noire. La logique d'intervention intégrera un programme d'identification et de renforcement des capacités des OSC dans les trois grandes zones géographiques du pays que sont le nord, le centre et le sud. Dans cette perspective, les centres urbains secondaires et les zones périphériques seront couvertes par les activités de l'action, de façon à élargir de manière significative le champ d'interaction avec les OSC. Dans le cadre de ce déploiement territorial, l'action facilitera l'émergence des OSC féminines et des femmes leaders afin qu'elles soient en première ligne dans les stratégies de plaidoyer en faveur d'un statut qui leur confèrera des marges d'intervention dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques locales et nationales. Des complémentarités seront par ailleurs recherchées avec les différentes initiatives portées par l'UE dans les différentes zones géographiques, dans l'optique d'assurer des cohérences et complémentarités thématiques et méthodologiques.

La première composante de l'action (OS1 : Promouvoir et faciliter la représentativité et la contribution au dialogue social, économique et politique des organisations gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et la valorisation des droits des femmes) a pour ambition de renforcer la prise en compte des intérêts genre stratégiques des femmes au niveau de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques. L'action préalable consistera à renforcer les capacités internes de leurs organisations afin qu'elles soient performantes, aptes à planifier, mettre en œuvre des plans de travaux pertinents, définir des stratégies, développer des programmes de coopération avec d'autres acteurs (**OS1.1**). Il s'agira de faire la sensibilisation et l'orientation en autodiagnostic qui permettront aux OSC d'avoir un état des lieux de leurs capacités d'action de manière collégiale. Il ne s'agira pas de faire une évaluation dans laquelle les acteurs concernés seront passifs mais d'une approche interactive dans laquelle les leaders d'OSC s'autoévalueront ce qui permet de mieux les sensibiliser sur leurs forces et faiblesses. La spécificité de la démarche réside par ailleurs dans l'analyse participative qui sera faite de l'environnement institutionnel global afin d'identifier les opportunités à saisir et les menaces à prendre en compte. Afin de minimiser l'absence d'initiative au terme de ces séances, un plan d'action sera élaboré par chaque acteur qui définira les efforts et initiatives à prendre pour s'améliorer au vue de l'état des lieux actuel. Ainsi, des feuilles de routes à déployer par les acteurs seront développées et suivies. Les associations de femmes et de jeunes seront fortement impliquées dans ces processus de renforcement organisationnel.

L'action doit permettre aux organisations féminines de surmonter les stéréotypes typiques qui justifient les inégalités pour faire face avec des arguments objectifs aux défis que sont la sous-représentation des femmes dans les hautes fonctions administratives et électives, la sous-représentation des femmes / association de femmes dans les cadres de concertation et l'accès des femmes aux services sociaux de base. Un plan de renforcement en leadership sera nécessaire. (**OS1.2**). Il s'agira d'outiller les responsables d'OSC sur le plan des attitudes, des connaissances et des compétences qui permettent d'interagir avec d'autres acteurs dans un contexte de confiance, de réceptivité réciproque et de respect mutuel. Des notions et démarches de lobbying et négociation devront être acquises afin que les OSC gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et la valorisation des droits humains des femmes soient davantage actives et représentées dans les cadres de dialogue aux niveaux local et national.

La deuxième composante de l'action (OS2) : Améliorer / renforcer les compétences des organisations de femmes et de jeunes ainsi que d'autres OSC en particulier, en matière de conception et de mise en œuvre des actions de développement socioéconomiques, y compris une maîtrise technique approfondie des thématiques sectorielles de développement et des aptitudes accrues en mobilisation et gestion des ressources) vise à promouvoir une efficience accrue dans la mise en œuvre des projets subventionnés. Il est ainsi prévu la mise en place des activités visant à outiller les OSC bénéficiaires des subventions de la DUE à la maîtrise et à l'application des procédures de gestion d'une subvention (**OS2.1**). La première approche spécifique sera d'allier les apports d'informations théoriques aux exercices pratiques afin que les participants se familiarisent aux différents outils qui seront proposés. L'expérience dans l'exercice de suivi des bénéficiaires des subventions montre que la logique de réalisations des activités sans se soucier des effets, résultats produits est très forte. La formation prendra en compte cette donnée et apportera comme plus-value des notions et démarches de gestion axée sur les résultats pour minimiser la tendance des OSC à se limiter à la mise œuvre des activités.

Les OSC bénéficiaires des subventions disposeront d'un dispositif de suivi / accompagnement tout au long de la mise en œuvre de leurs actions **(OS2.2)**. Dans la continuité de la formation théorique en procédures de gestion d'une subvention, les OSC bénéficieront d'une assistance technique qui apportera un coaching ponctuel dans les différents aspects de mise en œuvre technique et de gestion financière des projets.

La troisième composante de l'action (OS3): Renforcer les capacités de participation des organisations féminines ainsi que d'autre organisations de la société civile, au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique) se situe dans la légitime ambition des acteurs non étatiques de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de développement. Pour ce faire, des activités visant la maîtrise des schémas et contenus d'élaboration, mise en œuvre et suivi des politiques publiques seront déployées **(OS3.1)**. Ces activités renforceront les capacités des OSC au niveau de l'appréciation objective des stratégies de développement et permettront de développer leurs capacités de contribution.

Afin de donner un caractère pratique et utile à cet objectif, des initiatives de capacitation des OSC à se structurer en plateformes thématiques et multiplier les expériences de concertation avec les pouvoirs publics et secteur privé seront promues. **(OS3.2)**. La question de la participation des femmes et des jeunes dans ces processus sera centrale dans la démarche à mettre en œuvre. La finalité est d'avoir une société civile qui a une bonne compréhension des politiques publiques, qui fait des propositions pertinentes et qui suit les engagements de l'Etat et du secteur privé, notamment pour un meilleur accès aux ressources et aux opportunités pour les femmes et les jeunes.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs /valeurs de reference / valeurs cibles / source de données / hypotheses – pas d'activités) :

	<i>des actions de développement socioéconomiques, y compris une maîtrise technique approfondie des thématiques sectorielles de développement et des aptitudes accrues en mobilisation et gestion des ressources.</i>	<i>Augmentation du nombre d'OSC nationale bénéficiaires des subventions</i> <i>% d'OSC qui mettent en œuvre des actions sans dépenses inéligibles</i>	0	20% 70%		
Effet direct 3	<i>Résultat 3. OS3 : Les capacités de participation des organisations féminines et d'autres organisations de la société civile, en particulier, au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique sont renforcées</i>	<i>Degré de participation des femmes et des organisations de défense des droits des femmes au dialogue social¹¹.</i> <i>Niveau de leadership des femmes, des filles et des organisations de défense des droits des femmes dans le dialogue social¹²</i> <i>Nombre de projets de propositions/contribution officiellement proposés par les organisations gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes aux autorités publiques.</i>	0 0	10 2	<i>Enquête</i> <i>Rapports d'activité</i>	<i>Les OSC participent à la totalité des formations prévues.</i>
Produit 1 lié à l'effet direct 1	<i>Produit 1.1 : les OSC gérées par les femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes ont amélioré leur structuration organisationnelle</i>	<i>Nombre d'organisations gérées par les femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes qui participent au processus d'auto évaluation</i>	0	20	<i>Rapports d'activités</i>	<i>Intérêts des responsables d'association à participer aux séances d'auto évaluation</i>
Produit 2 lié à l'effet direct 1	<i>Produit1.2 : les OSC gérées par les femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes ont renforcé leur représentativité dans les cadres de concertation ainsi que leurs capacités de contribution au dialogue social, économique et politique</i>	<i>Nombre d'OSC gérées par les femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes qui participent aux formations en lobbying, négociation et suivi des politiques publiques</i>	0	20	<i>Rapports de formation, fiche de présence</i>	<i>Intérêts des responsables d'association à participer aux séances d'auto évaluation</i>
Produit 1 lié à l'effet direct 2	<i>Produit 2.1 : les organisations de femmes et de jeunes et d'autres OSC mettent en œuvre les projets dans le respect des procédures de gestion des subventions</i>	<i>Nombre d'organisations de femmes et de jeunes ainsi que d'autres OSC qui participent aux formations en gestion d'une subvention</i>	0	50	<i>Rapports de formation, fiche de présence</i>	<i>Intérêts des responsables d'association à participer aux séances d'auto évaluation</i>

Produit 2 lié à l'effet direct 2	<i>Produit 2.2 : les organisations de femmes et de jeunes et d'autres OSC sont aptes à concevoir des actions pertinentes et atteignent les résultats attendus de leurs projets respectifs</i>	<i>Nombre d'organisations de femmes et de jeunes et d'autres OSC en général, qui participent aux formations en conception des projets</i>	0	50	<i>Rapports de formation, fiche de présence</i>	<i>Intérêts des responsables d'association à participer aux séances d'auto évaluation</i>
Produit 1 lié à l'effet direct 3	<i>Produit 3.1 : les OSC de femmes et de jeunes d'autres OSC disposent d'une stratégie de participation au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique</i>	<i>Nombre d'OSC de femmes et de jeunes et d'autres OSC qui s'inscrivent dans la dynamique des plateformes en vue de la contribution de la SC aux politiques publiques</i>	0	15	<i>Rapports d'activités</i>	<i>Ouverture d'esprit des autorités du secteur public</i>
Produit 2 lié à l'effet direct 3	<i>Produit 3.2 : Des expériences de dialogues tripartites (secteur public / secteur privé / secteur social) sont initiées dans les secteurs liés au développement économique, politique et social</i>	<i>Nombre d'expériences de dialogues tripartites (secteur public / secteur privé / secteur social) facilité</i> <i>Nombre d'expériences qui incluent des organisations de femmes de jeunes</i>	0	10	<i>Rapports d'activités</i>	<i>Ouverture d'esprit des autorités du secteur public</i>

¹¹ GAP III: Thematic area of engagement - Promoting equal participation and leadership; Specific thematic objective 3 (outcome) Women's organisations, other CSOs and women human rights defenders working for gender equality and women's and girls' empowerment and rights work more freely and are better protected by law

¹² GAP III: Thematic area - Promoting economic and social rights and empowering girls and women; Specific thematic objective 5 (outcome) Improved access for women in all their diversity to managerial and leadership roles in social and economic sectors and fora

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Congo.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente Action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats correspondants mis en œuvre, est de **48 mois** à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O

4.4 Modalités de mise en œuvre

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions:

a) Objet de la(des) subvention(s)

Les subventions contribueront à atteindre la réalisation de l'**OS2** - Améliorer / renforcer les compétences des OSC en général, et des organisations de femmes et de jeunes en particulier, en matière de conception et de mise en œuvre des actions de développement socioéconomiques, y compris une maîtrise technique approfondie des thématiques sectorielles de développement et des aptitudes accrues en mobilisation et gestion des ressources.

b) Type de demandeurs visés

Organisations de la société civile internationales avec expérience dans le pays ou région, ayant les capacités et l'expérience pertinentes en ce qui concerne la coordination du travail pour l'amélioration de l'espace civique, et/ou le renforcement de capacités de la société civile, et/ou la promotion de la participation et le dialogue entre la société civile et d'autres acteurs et de la gestion de subventions en cascade.

4.4.2. Gestion directe (passation de marchés)

Une partie de l'action sera exécutée au moyen d'un contrat en gestion directe à conclure à la suite d'un appel à proposition. Le contractant devra appuyer la DUE dans les différentes tâches de gestion des activités de l'action, y compris le secrétariat du comité de pilotage et du comité de suivi.

Ce contrat contribuera à atteindre la réalisation des objectifs/résultats 1 et 3 de l'Action dans les zones d'intervention prévues. En particulier, cette assistance visera à:

OS1 : Promouvoir et faciliter la représentativité et contribution au dialogue social, économique et politique des organisations gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes.

OS3 : Renforcer les capacités de participation de la société civile, des organisations féminines en particulier, au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette Action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicative

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4		
OS1 : Promouvoir et faciliter la représentativité et contribution au dialogue social, économique et politique des organisations gérées par des femmes et/ou qui travaillent sur la promotion et valorisation des femmes. Composé de :		N.A.
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	400 000	
OS2 : Améliorer / renforcer les compétences des OSC en général, et des organisations de femmes et de jeunes en particulier, en matière de conception et de mise en œuvre des actions de développement socioéconomiques, y compris une maîtrise technique approfondie des thématiques sectorielles de développement et des aptitudes accrues en mobilisation et gestion des ressources. Composé de :		N.A.
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	3 600 000	
OS3 : Renforcer les capacités de participation de la société civile, des organisations féminines en particulier, au débat public, à l'élaboration et au suivi des politiques nationales et des programmes de développement socio-économique. Composé de :		N.A.
Passation de marchés (gestion directe)	400 000	
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	3 600 000	N.A.
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2	800 000	N.A.
Evaluation – cf. section 5.2	150 000	N.A.
Audit – cf. section 5.3	50 000	
Provision pour dépenses imprévues	400 000	N.A.
Totaux	5 000 000	

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage sera mis en place comprenant des représentants de la société civile, des institutions publiques pertinentes et de la Délégation de l'UE. De manière ad hoc, la Délégation pourra inviter d'autres partenaires

pertinents en fonction des thématiques sur lesquelles il est proposé de travailler sous financement de la présente Action. Le comité se réunira au moins annuellement.

Ce comité de pilotage, dont les décisions finales appartiennent à la Délégation de l'UE, sera responsable de la discussion stratégique générale de l'Action, de l'évaluation de ses performances et de l'émission de directives pour l'AT.

Un comité de suivi opérationnel, dont la composition sera arrêtée en début de l'action, sera chargé de suivre la mise en œuvre du présent programme et de s'assurer de la prise en compte de tous les partenaires clés et des directives issues par le comité de pilotage.

Le secrétariat des comités de pilotage et de suivi opérationnel sera assuré par l'AT de l'action.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente Action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'Action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'Action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente Action est un processus continu et fera partie intégrante des responsabilités du contractant et des institutions appuyées. À cette fin, l'organisation doit établir un système de suivi interne, compatible avec les indicateurs, technique et financier permanent pour l'Action.

L'AT établira un système de suivi technique et financier permanent pour l'Action et veillera à l'élaboration par les différents contractants et attributaires (y compris lui-même) à la production des rapports d'avancement et du rapport final.

Chaque rapport devra être adressé à la Délégation de l'UE pour rendre compte de la mise en œuvre de l'Action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place ou proposés, ainsi que des résultats obtenus.

Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'Action.

Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés au minimum par sexe. Il sera évalué également comment l'Action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'Action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants. Une expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera requise pour accompagner les équipes d'évaluation.

Si une évaluation à mi-parcours est envisagée, celle-ci sera réalisée pour résoudre les problèmes dans la mise en œuvre et à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à l'atteinte des objectifs fixés, afin de procéder aux ajustements éventuellement nécessaires.

Si une évaluation finale ou ex-post est envisagée, celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

L'évaluation reposera sur une approche fondée sur les droits humains et le genre et rendra compte des résultats relatifs au renforcement de la participation, de la non-discrimination et de l'égalité des sexes, de la transparence, de la reddition des comptes et de l'application du droit

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente Action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: ' un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une '. Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une ' entité de soutien '. L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement individuel prévu (ou contrat) #>